

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI

ÉDITO : L'OTAN et l'UE veulent nous entraîner dans une GUERRE TOTALE !

Le discours de Macron du 13 mars ne laisse plus aucun doute : la France, sous l'égide de l'UE et de l'OTAN, entre dans la « nouvelle ère » du réarmement et de l'économie de guerre.

Le prétexte ? La nécessité de construire une défense européenne face à la nouvelle alliance USA-Russie, qui laisserait l'Europe sans protection devant une Russie prête à l'envahir de manière imminente.

Pourtant, leur projet est déjà ancien. En juin 2022, le Parlement votait déjà une augmentation de 60% du budget militaire sur 5 ans.

Depuis 2008, ils nous imposent déjà des mesures d'austérité sans précédent.

En 2024, Mark Rutte, secrétaire de l'OTAN, exigeait déjà des pays membres qu'ils augmentent drastiquement leurs budgets militaires à hauteur de 5% du PIB, en opérant des coupes budgétaires drastiques sur la Sécurité sociale, les retraites, les services publics, etc. Aujourd'hui, l'UE projette de débloquer 800 milliards d'euros pour l'investissement dans les industries de l'armement et active la « clause de sauvegarde » permettant de déroger à la pourtant sacro-sainte règle des 3%.

Macron, quant à lui, augmente encore le budget dit « de la défense » et claironne à la télévision que, pour financer tout ça, « il faudra des réformes, des choix, du courage ». Déclaration reprise depuis lors par tous les mercenaires du Capital, qui proposent d'augmenter de nouveau l'âge de départ à la retraite, le temps de travail ou encore la baisse des dépenses sociales.

Ainsi, les victimes des armes que nous vendrons partout sur la planète ne seront pas les seules à payer. C'est bien l'ensemble des travailleurs de la planète qui verront leurs conditions matérielles d'existence se dégrader pour nourrir les appétits d'une minorité de marchands de canon, de banquiers et de fonds d'investissement ! Et les forces de l'ordre surarmées n'hésiteront pas à réprimer encore davantage tous ceux qui refuseront de l'accepter et organiseront la résistance !



SIGNEZ LA PÉTITION ! QR CODE PAGE 8

Nous, travailleurs, sommes-nous vraiment disposés à ce que le fruit de notre travail serve à financer la guerre, le recul social et la répression ? Souhaitons-nous vraiment que nos enfants partent combattre et mourir pour défendre les intérêts de ceux qui nous exploitent ?

Non. Le seul combat que nous mènerons sera celui pour la paix et le progrès social !

C'est pourquoi nous exigeons la sortie de l'OTAN et de l'UE belliciste, et appelons tous les travailleurs à s'organiser, à rejoindre les collectifs contre la militarisation déjà existants, à en créer d'autres et à organiser partout la résistance par la grève et la mobilisation !

SOMMAIRE

- p.1- Édito
- p.2 : Le poème
- p. 3 : Collectif Palestine vaincra / G. Ibrahim Abdallah
- p. 4-5 : Lutte des électriciens et gaziers en France
- p. 5 : Soutien à Timothée Esprit
- p. 6 : Échos des luttes - France
- p. 7 : Libérez C. Tein et les prisonniers politiques Kanaks !
- p. 8-9 : L'URC en région / Actions
- p. 10-11 : Mineurs isolés : seule la lutte paie
- p. 12 : Lectures / formations

Le col remonté jusqu'au cou !

Une lumière dans la brume qui dissipe ma mélancolie, face
à cet horizon cadencé qui nous sépare de toi.

Mais à travers elle cet éclat ; c'est celui de l'étoile-plume, de cet instant qui nous relie.

Le col remonté jusqu'au cou !

Celui de ne pas céder à la déshumanisation, d'un monde sacrifié à quelques démons impérialistes.
Et si j'exprime ce mot biblique de démon, c'est bien parce que c'est eux qui ne sont pas humains !

Le col remonté jusqu'au cou!

Derrière les regards de ton humanité, de notre humanité, il y a cet éclat, cette brillance qui fait de nous ce que nous sommes.]

Il y a ce lien, je ne le connais de toi que par quelques mots échangés sur du papier si joli.

Le col remonté jusqu'au cou !

Il y a aussi toutes celles et ceux avec qui je suis au combat, même si parfois mon corps fléchit ; ma conscience tourmentée de tant de détresse.

Et tous réunis sur ces places, à travers tout ce pays, à travers ce monde.

Le col remonté jusqu'au cou!

Présent, épaule contre épaule, malgré les différences, malgré les existences dispersées, torturées par cette bourgeoisie acculée.]

Prête à tout, même à cultiver la pire des perspectives pour l'humanité, celle du fascisme !

Le col remonté jusqu'au cou!

Alors je nous regarde, je te regarde à travers les yeux d'un homme qui n'a comme arme que sa poésie ; sa détermination à ne pas céder, à ne pas faire le jeu des ennemis et des traîtres.

Oh! Toi mon camarade à ce soir renfermé.

Le col remonté jusqu'au cou!

Oh! Vous mes camarades, n'avez à souffrir de la maladresse de ces phrases, parce que je ne sais comment exprimer plus de force].

Oh! Toi mon camarade entre les barreaux de cette prison.

Tu es bien cette lumière qui ne s'éteindra en nous, ni en moi, de toutes les manières.

Là, où je remonte encore mon col jusqu'au cou.

À ce moment-là, mes mots me semblent si faibles, mais dis-toi bien qu'ils expriment tout le cœur et l'esprit que nous sommes, de notre lutte.]

La lutte des classes et une guerre qui ne pourra s'arrêter, que lors de la victoire des peuples libérés de l'oppression des démons.]

Chaque grain de sable mis dans la machine infernale, la détruit.

Aussi sûrement que le temps abrase, élimine la pollution de tout ce qui n'est pas de la vie.

Ça n'est pas le cas de cette bourgeoisie et son impérialisme maudit!

Le col remonté jusqu'au cou!

Il n'y a pas de compromissions acceptables, mais une alternative.

C'est, celle de la cause commune et les combats unis des peuples en résistance pour leur liberté ; l'humanité vaincra !

Palestine Vivra, Palestine Vaincra ! Unis face à la réaction !

Le 9 mars 2025, après 3 ans de procédure, le Conseil d'État validait la dissolution du Collectif toulousain Palestine Vaincra, au motif que les messages qu'ils publiaient sur les réseaux sociaux suscitait des propos haineux envers les juifs, insuffisamment modérés. C'est donc bien la première fois qu'un collectif est dissous pour des faits qu'il n'a pas commis.

Le véritable sens de cette dissolution est de chercher à réduire au silence toutes les organisations qui se battent contre le génocide en cours en Palestine en dévoilant les véritables instigateurs : l'impérialisme états-unien et ses vassaux de l'UE qui, à travers Israël, cherchent à conserver leur main-mise sur les ressources naturelles et les routes commerciales de la région.

L'arme de la dissolution est actuellement un outil privilégié par le pouvoir pour museler la résistance face à sa fascisation grandissante, comme l'indiquent les annonces de Retailleau concernant une possible dissolution de la Jeune garde antifasciste.

Mais face à ces menaces, nous resterons solidaires et soudés car cette solidarité entre tous les militants anti-impérialistes et antifascistes du pays est la condition de notre victoire contre le Capital. Palestine vivra, Palestine vaincra et la Jeune Garde aussi !



urc@communistedefrance.fr



[@unionreconstructioncommuniste](https://www.instagram.com/@unionreconstructioncommuniste)



[URCommuniste](https://www.facebook.com/URCommuniste)



[@URCommuniste](https://twitter.com/@URCommuniste)



Le 20 février, la Cour d'Appel rendait son verdict : sans remettre en cause la libération de notre camarade et frère George Ibrahim Abdallah, elle l'ajournait à une nouvelle audience, le 19 juin, afin qu'il « *justifie d'un effort conséquent d'indemnisation des parties civiles* ».

Ce report — pour un motif inédit selon son avocat — était déjà un scandale de plus dans l'acharnement judiciaire qui s'abat depuis plus de 40 ans contre le militant libanais de la résistance palestinienne contre l'entité sioniste et ses alliés occidentaux. Pour autant, cela ne suffisait pas, et le parquet a annoncé former un pourvoi en cassation. Cela pourrait avoir comme conséquence le renvoi vers une nouvelle Cour d'appel et un rallongement de la peine injuste de notre camarade.

Face à cette situation, nous devons être plus que jamais mobilisés. Alors que l'entité sioniste reprend son offensive sur Gaza à l'issue d'une trêve jamais respectée, massacrant des centaines de palestiniens de plus, la lutte pour la décolonisation de la Palestine reste et restera un axe prioritaire du combat international contre l'impérialisme dont George Ibrahim Abdallah est le symbole.

**Nouvelle journée de mobilisation nationale
le 14 juin à Paris !**

La vie n'est pas chère ! Ce sont nos salaires qui sont bas !



Les électriciens et gaziers ne sont pas épargnés par l'augmentation du coût des biens de première nécessité. Notre salaire dit "socialisé", plus bas que la moyenne selon les différentes branches des métiers du privé, est compensé par des mesures sociales comme une diminution des prix de l'énergie ou encore des activités sociales (CE) avantageuses. Pourtant, ces acquis sociaux issus du statut national des Industries Électriques et Gazières, convention collective progressiste dont l'un des pères fondateurs était le ministre communiste de l'Industrie Marcel

Paul, sont attaqués d'année en année et nos mesures sociales sont amenées à disparaître, emportées par le projet libéral des dirigeants de la classe dominante.

Les agents des entreprises de l'énergie ressentent cette contradiction entre la demande d'augmentation de leurs performances et la contraction de leurs salaires. C'est dans ce contexte que **la CGT ÉNERGIE, seul syndicat en opposition avec les politiques capitalistes des entreprises, accompagne les luttes.**

Le rapport de force n'a pas permis l'aboutissement de négociations favorables aux travailleurs pour l'augmentation du salaire national de base (revu chaque année). **Loin de suivre l'inflation, alors que les dividendes reversés aux actionnaires deviennent de plus en plus démesurés** (1,25 milliard d'euros d'ENEDIS vers EDF et 365 millions d'euros de GRDF vers ENGIE), **le salaire pour l'ensemble des travailleurs de l'énergie est revu pour 2025 à hauteur de... 0,8 %.**

La corruption organisée par la mise en place des CSE et des nouveaux rapports bourgeois entre syndicalistes fédéraux

qui se qualifient de « partenaires sociaux » affaiblit l'avant-garde militante syndicale. Ajoutée à cela, la séparation des entreprises voulue par la classe dominante entraîne la destruction des collectifs de masse nationaux et interentreprises. **Les luttes resurgissent donc des bases, contraintes d'organiser leurs revendications autour de mesurées** compatibles avec l'ambition, pour l'instant, modérée des travailleurs.

Sentant une colère monter sur les sites des grandes villes, touchés de plein fouet par l'inflation, ENEDIS a ouvert des négociations pour une mesure de « **prime vie chère** ».

Largement insuffisant, **cet accord a été pensé pour affaiblir la CGT et diviser les agents** en mettant de côté la population de travailleurs la plus revendicative (notamment les techniciens d'astreinte).

(=> suite)

La répression syndicale a augmenté d'un cran à GRDF : plusieurs dizaines de conseils de discipline — visant des représentants du personnel et des sympathisants CGT — ont été ouverts entre 2022 et 2024. La plupart n'ont pu aboutir faute de dossiers concrets. Certains licenciements, qui ont découlé de cette campagne anti-CGT, ont même été déboutés par la justice bourgeoise !

Les employeurs des IEG, qui jusqu'à présent faisaient le nécessaire pour dissimuler leurs agressions, ne concèdent plus rien. À ENEDIS, une salle était louée par les employeurs dans le cadre des activités sociales, plus particulièrement pour les activités des agents et de leurs ayants-droits retraités. Cette salle ayant été reprise par le propriétaire, le directeur d'ENEDIS PARIS refuse catégoriquement de renouveler un bail dans un local similaire. La direction est allée jusqu'à barricader (installation d'une porte blindée, destruction des canons et vissage des portes) une salle d'un site de travail non utilisé pour empêcher nos camarades inactifs de maintenir un lien social.

Cette nouvelle agression lance un élan de solidarité dans la lutte, puisque les retraités, les agents et les forces politiques locales se mobilisent et font face.



Timothée Esprit : Nous ne reculerons pas !



Notre camarade Timothée Esprit, membre du secrétariat de la FNIC CGT (1), a **été licencié de son entreprise Toray en mai 2024 pour avoir marqué son soutien à la Palestine**. Le 6 mars, la **Cour d'appel de Pau a cassé le licenciement** et ordonné sa réintégration sous 8 jours ainsi que le paiement de 30 000 euros d'arriérés de salaire. Depuis, la **direction a annoncé son intention de formuler un pourvoi en cassation et lui a remis, le jour même de sa réintégration, un courrier l'invitant à un entretien préalable à licenciement**.

Ce fait est révélateur de la nouvelle méthode de la bourgeoisie : peu importe la justice, même bourgeoise, il n'y a plus de règles. Ils ne reculeront devant rien pour défendre leurs intérêts. Soit.

Non nous plus.

(1) Fédération Nationale des Industries Chimiques de la CGT

LUTTE DES CLASSES - FRANCE

**Centre médical Stalingrad (Paris 19^{ème}) :
kiné, ophtalmo, radiologue...**

**Le centre médical risque de fermer partiellement,
les patients en colère poursuivent leur mobilisation !**

Plusieurs centaines de manifestants se sont réunis à Paris, samedi 1er mars, devant la Caisse d'Assurance-maladie du 19e afin de protester contre la fermeture partielle du centre médical Stalingrad.

Leurs craintes ? Ne plus avoir accès à toutes les spécialités médicales comme la radiologie, la kinésithérapie ou encore l'endocrinologie. Pour les centaines de personnes réunies, c'est hors de question : le centre médical Stalingrad, géré par l'Assurance Maladie est leur centre. Claude, une habituée présente au rassemblement, craint la fermeture de centre qui lui permet de se faire soigner à des prix raisonnables. **"Il ne faut pas qu'il ferme parce qu'on a un accès aux soins pour tout le monde, quels que soient ses revenus, sans dépassement. C'est vital pour le quartier"**, estime-t-elle.



Argument difficilement recevable pour les élus participant à la manifestation. *"D'un côté, vous avez ces centres qui s'adressent aux plus précaires, et de l'autre côté, vous avez des grands groupes qui ouvrent des centres, qui optimisent la tarification à l'acte. Ils viennent aspirer tout l'argent, au détriment des centres qui sont là pour les personnes en difficulté"*, déplore Anne-Claire Bouk, adjointe à la maire de Paris en charge de la santé.

Côté syndicats, cette réduction de l'offre de soin posera de nombreux problèmes. *"C'est une vraie catastrophe, puisque même l'Assurance-maladie classe ce quartier comme étant une zone un peu en pénurie de médecins"*, souligne Alain Ivkovic, représentant du syndicat.

En fait, il y a de l'argent pour les canons mais pas pour la santé et les services publics. **800 MILLIARDS d'euros débloqués par Bruxelles grâce à l'article 122, un 49.3 européen qui contourne les peuples ! Pendant que Trump, Poutine et Zelensky négocient la paix, l'UE finance un réarmement massif.**

Grève dans le nettoyage à Marseille

La direction de Carrefour Marseille Le Merlan avait décidé de rogner sur les salaires des employés du nettoyage. Conséquence : leur patron a décidé de supprimer deux postes par mutation des salariés à 100km de leur lieu de travail habituel.

La direction ne voulait rien entendre et maintenait son projet coûte que coûte. **Deux jours de grève, le soutien de la CGT et la popularisation du conflit par Rouge Midi l'ont faite reculer.** Les salariés conservent et leurs postes et les emplois.



Marseille en Grand ?

Dans la lignée de ses prédécesseurs, **Macron a présenté un énième projet de transformation de la ville de Marseille** projet appelé « Marseille en Grand ». **Sans aucune consultation** de la population et des élus, il avait annoncé en grande pompe l'octroi de **5 milliards pour ce projet**. Ces 5 milliards aurait bien pu servir pour le logement, l'emploi et la santé toutes choses bien absentes du projet. **À ce jour les sommes dépensées le sont essentiellement pour des caméras de surveillance et des effectifs de police.** En matière de rénovation urbaine, le projet ne vise pas les appartements des citées dégradées mais le Mucem, musée de prestige construit il y a peu. **Tout cela est bien loin des préoccupations des marseillaises et marseillais** et l'ANC13 a décidé de s'engager dans la lutte pour que les 5 milliards soient utilisés pour l'emploi, la santé, le logement, la réponse aux besoins sociaux...

Libérez CHRISTIAN TEIN et tous les prisonniers politiques kanaks déportés en France !

Il y a plus de 150 ans, la communarde Louise Michel était déportée en Nouvelle-Calédonie (Kanak); aujourd'hui l'État colonial français — pour isoler et faire taire ses opposants kanaks — choisit aussi la voie de l'exil : après le soulèvement populaire du printemps 2024, 7 dirigeants indépendantistes ont été arrêtés et transférés à 17 000 kilomètres de leurs terres.



La répression du soulèvement de mai-juin 2024 contre le dégel du corps électoral (c'est-à-dire la volonté d'élargir le corps électoral aux européens arrivés plus récemment en Kanaky (toujours dans une logique, *de facto*, de colonisation de peuplement) **a été féroce** : 1260 gardes à vue, 210 déferrements, 90 incarcérations, et 7 déportés donc, auxquels on fait porter le chapeau d'une situation explosive ayant conduit à la mort de deux gendarmes et de 11 kanaks (tués par les forces de l'ordre).

Les **7 militants indépendantistes en détention provisoire depuis juin 2024** sont Christian Tein, Erwan Waetheane, Dimitri Qenegei, Steve Unë, Guillaume Vama, Brenda Wanabo-Ipeze et Frédérique Muliava. Christian Tein est le principal animateur de la « cellule de coordination des actions de terrain » (CCAT), créée le 18 novembre 2023 pour lutter précisément contre le projet de dégel du corps électoral. Incarcéré en détention provisoire à Mulhouse (Alsace), élu président du FLNKS en septembre 2024. Frédérique Muliava et Brenda Wanabo-Ipeze, quant à elles, ont été libérées mais assignées à résidence en France avec port de bracelet électronique en attendant d'être jugées. À noter que Frédérique Muliava n'était rien d'autre que la cheffe de cabinet du président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan, c'est dire le niveau de la répression.

HIER COMME AUJOURD'HUI : LA RÉPRESSION. MAIS LE PEUPLE KANAK EST DEBOUT !

Pour les militants kanaks, le président du FLNKS, Christian Tein, doit pouvoir participer aux négociations à venir avec l'État français.

Il faut rappeler en effet que fin février-début mars, un début de dialogue a repris avec des bilatérales tenues sur place en Nouvelle-Calédonie entre le FLNKS et Manuel Valls, Ministre des Outre-Mer. Il ne s'agissait alors que de discussions préliminaires fixant le cadre de ce que pourraient être de futures négociations. Pour les militants kanaks, les choses sont claires, ainsi que l'a voté le 44^{ème} congrès du FLNKS en janvier 2025 : « *la présence du président du FLNKS est indispensable dans la séquence de négociations* »

L'URC EXIGE :

L'abrogation définitive du projet de dégel corps électoral qui vise à rendre le peuple kanak minoritaire sur son propre territoire avec une colonisation de peuplement.

La libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques, et l'abandon des poursuites.

Le rapatriement immédiat en Kanaky des prisonniers déportés, et ce à la charge de l'État.

Le respect du droit à l'autodétermination et la poursuite du processus de décolonisation jusqu'à l'indépendance et la souveraineté pleine et entière de la Kanaky

« Le combat ne doit pas cesser faute de leaders ou fautes de combattants. »

avertissait Eloi Machoro.

Il a été entendu.

Un Christian Tein marche sur ses traces !

Exigeons sa libération !



Il y a 40 ans, le 18 novembre 1984, Éloi Machoro, jeune dirigeant indépendantiste kanak, fracassait une urne d'un coup de hache dans la commune de Canala et dénonçait ainsi le système électoral mis en place pour rendre minoritaire le peuple Kanak sur sa propre terre. Le 12 janvier 1985, le GIGN abattait Éloi Machoro, portant un coup d'arrêt à deux mois d'un soulèvement historique qui secoua l'ordre colonial en « Nouvelle-Calédonie », et révéla alors à la face du monde l'existence du peuple kanak et de son combat contre la domination française.

PAMAR



Quand ce numéro du *Manifeste* paraîtra, les salariés de cette blanchisserie hospitalière des quartiers Nord de Marseille seront passés une nouvelle fois en justice, l'employeur ayant fait appel de l'ordonnance de réintégration du Conseil de prud'hommes. **462 jours de lutte** : ce seul chiffre montre la dureté de ce conflit et l'entêtement d'une direction, méprisante et raciste, à se débarrasser de salariés qui ont osé relever la tête. Mais ils et elles ne la baisseront plus, et ils se tiennent tous les jours sur le piquet devant l'entreprise, organisent des initiatives de solidarité avec les salariés d'autres entreprises, etc.

Le traitement esclavagiste de la direction les a transformés en guerriers et en guerrières. Dans ce conflit où se mêlent **non-respect du droit du travail, problème d'hygiène publique et marchandisation de la santé**, les salariés montrent qu'on peut tenir tête à un groupe opaque d'actionnaires qui se croient tout permis parce qu'ils ont construit un empire de plusieurs dizaines d'entreprises (dont 7 cliniques) de plus de 2000 salariés. Face au silence et l'apathie des pouvoirs publics, **l'intelligence et la détermination des salariés, soutenus par la CGT, a renversé la table**. L'ANC 13 continuera d'être à leurs côtés pour poser la question d'une vraie santé publique dirigée par et pour l'ensemble de la population.

Nous n'enverrons pas nos enfants mourir pour leurs guerres

Depuis de nombreuses années, les deux organisations qui ont fondé l'URC (l'ANC et le RC) alertent contre la militarisation grandissante d'un capitalisme-impérialisme qui, pour pallier sa crise de valorisation et d'hégémonie mondiale, utilise le recours à la guerre généralisée et au fascisme. **Depuis trois mois, nous avons lancé une campagne nationale contre la militarisation et l'escalade guerrière sous le titre "Plus un sou pour la guerre"**.

Diffusions, collages, rencontres, etc. : **sur l'ensemble du territoire, nos militants vont à la rencontre des travailleurs pour les appeler à la résistance, à l'aide de notre pétition** qui a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures et qui reçoit un accueil très favorable de la population. Cette pétition a également été mise en ligne (voir QR code).

Conscients que cette résistance doit prendre une dimension de masse et que ce sont les classes laborieuses qui en seront les fers de lance, nos militants organisent des événements dans les quartiers populaires et auprès des travailleurs, comme au marché Cadenat à Marseille, un des quartiers les plus pauvres d'Europe, ou au marché Belleville à Paris.



FOUTEZ-NOUS LA PAIX !

PAS UNE ARME, PAS UN SOLDAT, PAS UN SOU, POUR LA GUERRE CONTRE LA RUSSIE !

URC

UNION POUR LA RECONSTRUCTION COMMUNISTE

ORGANISATION ISSUE DE LA FUSION, LE 1ER NOVEMBRE 2024, DE L'ANC (ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNISTES ET DU PC (RASSEMBLEMENT COMMUNISTE))

URC EN RÉGION - ACTIONS



L'URC s'agrandit !

Bonne nouvelle : ces deux derniers mois, l'URC s'est agrandie !

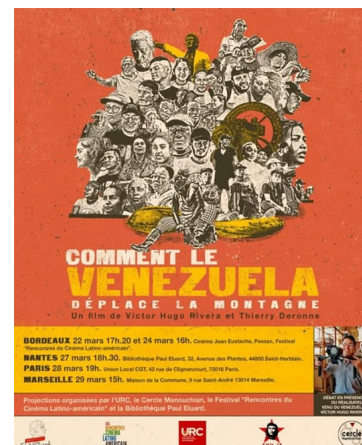
Fait notable, la création officielle d'une nouvelle section à Saint-Étienne, avec le ralliement d'une partie des membres des Jeunesses communistes du département. Dans le Bas-Rhin, même topo : à Strasbourg, la JC, avec laquelle la section URC Alsace travaillait depuis longtemps, passe le cap et rejoint officiellement l'organisation ! À Marseille, enfin, un accord est passé entre *Ligne rouge* et l'ANC 13 (section URC des BDR) pour l'unité d'action sur de nombreux sujets !

Et partout, l'URC renforce les liens avec les organisations, collectifs, etc. dans la perspective d'aider et de participer, avec tous ceux qui le veulent, à la construction d'un front commun contre le capitalisme-impérialisme et toutes ses composantes.

L'unité et le nombre sont notre force !

Conférences URC

Ces deux derniers mois, de nombreuses conférences ont été organisées par les sections de l'URC partout sur le territoire. Conférence sur la **situation au Venezuela, au Congo** (Paris) et en **Palestine** (Strasbourg), débat sur le rôle des élections, sur la situation en Syrie et sur le **projet IMEC** (Marseille), **présentation du livre de Saïd Bouamama et Michel Collon *La gauche et la guerre*** (Grenoble) ou encore la **situation des travailleurs de la pêche en Bretagne** (Brest), les initiatives fleurissent pour construire une véritable analyse matérialiste des enjeux internationaux et nationaux d'aujourd'hui. Retrouvez-les sur notre chaîne YouTube !



URC - Mineurs Isolés Étrangers : il n'y a que la lutte qui paie

La lutte des MNA (Mineurs Non-Accompagnés, nom officiel) ou MIÉ (Mineurs Isolés Étrangers, ancien nom que nous préférons parce qu'il rend mieux compte de la réalité) s'inscrit dans le cadre de la lutte des étrangers, avec ou sans papiers, en France pour la reconnaissance de leurs droits.

Pour leur donner toute l'aide dont ils et elles ont besoin, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) doit procéder à **l'évaluation de leur minorité**. Selon les départements, cette évaluation est plus ou moins bien faite, mais elle peut parfois être légitimement sujette à caution (notamment en raison de la pratique des tests osseux, largement décrite). Dans ces cas, la plupart de ces jeunes effectuent une demande de recours auprès du Juge des Enfants, avec des délais plus ou moins longs (et bien souvent plus que moins). **Dans cette période, ils et elles ne sont considérés ni comme mineurs, ni comme majeurs, et se retrouvent dans une situation particulièrement précaire : sans droits, sans soins, sans nourriture, sans hébergement.**



À Lille, ces jeunes, qui ont entre 15 et 18 ans et qui viennent de Guinée, de Côte d'Ivoire, du Mali, du Cameroun, du Congo, d'Angola, etc. sont **accompagnés administrativement par des associations** comme Utopia 56, qui s'occupent également de leur suivi médical, de leur accès à

la scolarité, de leur trouver un hébergement, sans parler de leur soutien moral... Mais malgré des centres, des paroisses et des citoyen.ne.s solidaires, **durant l'hiver 2023-2024, de nombreux jeunes se sont retrouvés à la rue** et à dormir sous tente dans un quartier de Lille, d'où ils ont été obligés de partir pour trouver en janvier 2024 un autre quartier : celui des Bois Blancs.

Dans ce quartier, 40 à 80 MNA (sur 240 à Lille) vivent sous tentes, sur la plaine dite des Vachers, à quelques dizaines de mètres de la rivière d'un côté, des jeux pour enfants de l'autre. Rapidement, la solidarité s'est organisée : plus de 150 habitant.e.s se relayent pour des hébergements, pour des douches, pour le linge, les repas, le soutien scolaire, etc.

Une solidarité louable et charitable, mais **qui ne fait que pallier aux défaillances des institutions** et qui peut durer, durer... Sauf qu'après l'été, l'hiver est déjà dans les têtes.

Parmi les habitant.e.s des Bois Blancs, il y a des militant.e.s (dont un membre de l'URC), membres du Comité de Sans Papiers 59 (CSP59) ou qui ont mené une lutte locale victorieuse contre la Mairie de Lille pour sauver un local de jeunes. Le temps leur a donc semblé venu, avec des membres d'Utopia 56, de mener la lutte pour obtenir satisfaction des besoins de ces jeunes : un hébergement avant l'hiver, un accès à la scolarisation et la réduction des délais de recours.

La première étape a été d'organiser la lutte en participant à la création du **Collectif des Jeunes en Recours des Bois Blancs**, à la tenue d'**Assemblées Générales régulières** des jeunes. Ces AG, sur le modèle du CSP59, sont ouvertes à tous, mais seuls les premiers concernés y ont le droit de vote.

À la Gaité Lyrique...

Le 16 mars, 450 mineurs isolés qui occupaient la Gaité Lyrique depuis le 10 décembre ont été expulsés de manière violente par la police. Bilan ? Plusieurs blessés et des dizaines d'interpellations par les forces de l'ordre.

Résultant d'un collectif créé en octobre 2023 dans le 20^e à Paris, ces jeunes multiplient depuis lors les occupations : gymnases, salles municipales puis la Maison des Métallos d'avril à juin 2024, date à laquelle la Mairie les a expulsés, ne trouvant pour ces jeunes que des solutions d'hébergement provisoires et insalubres. Leurs revendications ? L'accès à un hébergement digne et le droit à l'éducation, à la santé et aux transports gratuits. Ce que ni la Mairie ni l'État ne veulent leur accorder.

En effet, les jeunes dénoncent les conditions d'hébergement provisoires qui leur sont imposés par les autorités, dans des espaces souvent insalubres et très éloignés des centres-villes dans lesquels ils effectuent leurs démarches et travaillent.

Malgré l'expulsion, leur détermination et la solidarité concrète créée à la faveur de leur lutte ne s'éteindront pas : cette lutte leur a permis de construire un collectif solide et déterminé à arracher leur droit à une vie digne, faisant d'eux une véritable avant-garde de la lutte contre le racisme et pour la dignité en France.



(=> suite En parallèle, une banderole a été créée par la CGT, des réunions ont eu lieu, réunissant le Collectif des Jeunes + Utopia 56 + le collectif des habitant.e.s solidaires. Les jeunes ont rencontré le CSP59, mais aussi d'autres MNA de France, notamment ceux de Paris qui ont occupé la Maison des Métallos et occupaient jusqu'à peu la Gaité Lyrique (cf. encart). Comprenant la stratégie de leurs pairs de développer et approfondir la solidarité, ils participent aux manifestations interprofessionnelles et à la manifestation hebdomadaire du CSP59.

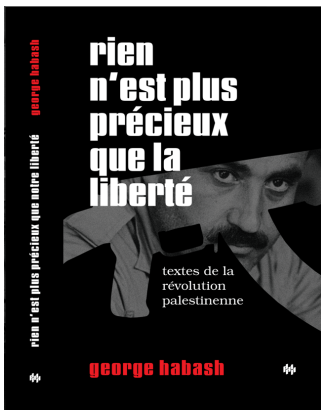
C'est donc **fortes d'une conscience politique accrue par la lutte organisée**, chez les jeunes comme chez certain.e.s habitant.e.s et militants associatifs, que **des actions ont été menées** (meeting sur le camp, interpellations, interventions pendant le

Conseil Municipal de Lille, devant celui de la communauté de commune, devant le département...). Le 20 novembre, Journée Internationale de Droits de l'Enfant, **la crainte d'une action forte**, permettant de mettre les 55 jeunes restant sous tente (au milieu des rats, sous un froid et une humidité insupportable) à l'abri, **a poussé les pouvoirs publics à enfin trouver des hébergements jusqu'à la fin du recours** pour tous les jeunes de la Plaine des Vachers.

Alors, bien sûr, les revendications sont loin d'être satisfaites, et **le combat loin d'être fini**. Pour les jeunes qui continuent d'arriver (4-5 par semaine !) et pour lesquels on souhaiterait obtenir un roulement dans les centres d'hébergement. Pour la scolarisation (face au rectorat). Et toujours pour que les délais de recours attestant de leur minorité soient plus courts (ce sont au moins 80% des mineurs qui sont finalement reconnus comme tels, lorsqu'ils et elles sont accompagné.e.s par des associations de soutien).

La lutte continue...





Après les conversations de George Habash avec le journaliste Georges Malbrunot publiées en 2008 sous le titre *Les révolutionnaires ne meurent jamais*, les Éditions premiers matins de novembre nous livrent une nouvelle contribution importante à l'histoire de la lutte du peuple palestinien.

Cette très récente parution regroupe les textes de George Habash, qui co-fonda en 1967 le FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine).

Ce recueil permet d'avoir accès à l'ensemble de ces textes pour la première fois en français pour la plupart d'entre eux. Rédigés entre 1970 et 1990, ils permettent de suivre l'évolution de la ligne de l'organisation marxiste-léniniste palestinienne. Une introduction rédigée par le collectif *Palestine Vaincra* et une postface de Ron Augustin et JM Rouillan complètent cette édition.

On peut ainsi comprendre les positionnements stratégiques et les analyses de Habash et du FPLP sur la lutte armée, l'impérialisme, le refus des accords d'Oslo en 1993, les perspectives de classe dans le combat de libération nationale...

Il s'agit d'un éclairage sur une figure importante de la résistance palestinienne et sur l'héritage politique qu'il laisse encore aujourd'hui.

Alors que la lutte du peuple palestinien est revenue sur le devant de l'actualité et qu'elle est restée centrale pour l'ensemble des peuples opprimés du monde ainsi que tous les militants révolutionnaires, se plonger dans ces textes donne de quoi renforcer encore notre engagement.

George Habash - Rien n'est plus précieux que la liberté
(mars 2025, Éditions premiers matins de novembre, 13 €)

FORMATIONS : LE CERCLE MANOUCHIAN – HENRI BARBUSSE EN ACTION !

Parce que le savoir est une arme dans notre combat contre le Capital, le Cercle Manouchian – Henri Barbusse se développe. À Paris, Lille, Marseille, Strasbourg et Brest, ce sont plus d'une centaine de militants de tous horizons politiques qui suivent nos formations collectives au matérialisme dialectique et autres principes de base du marxisme. Un cycle 2 est en préparation. Restez attentifs aux inscriptions pour les prochaines sessions et n'hésitez pas à nous contacter !

Contacts

Paris : cercle.manouchian.paris@gmail.com

Marseille : cm13@cerclemanouchian.org

Lille : urc-nord@communistesdefrance.fr

Strasbourg : coursml.alsace@popaction.fr

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

Je souhaite adhérer

Je souhaite simplement prendre contact



Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18